

BASE AÉRIENNE L'armée va définitivement quitter l'aéroport de Sion. Le scénario prévoit la fin des activités en 2020.

«Triste... Rencontre des représentants valaisans avec Ueli Maurer ou comment organiser l'enterrement de la base aérienne!»

Le statut du conseiller national Yannick Buttet sur Facebook et Twitter est clair: la base aérienne de Sion, c'est fini! Contacté, l'élu de Collombey-Muraz confirme: *«La base aérienne n'a plus aucune chance, même comme aéroport de dégagement»*. Cette certitude ressort de la rencontre qui a eu lieu lundi entre le conseiller fédéral Ueli Maurer et une délégation valaisanne composée de la plupart des élus fédéraux valaisans, les conseillers d'Etat Oskar Freysinger et Jacques Melly, le chef du Service de la sécurité civile et militaire Nicolas Moren, le président de la Ville de Sion Marcel Maurer et le conseiller municipal sédunois Cyrille Fauchère.

La fin en 2020

La délégation valaisanne a voulu connaître les intentions de l'armée quant à l'horizon de son départ du tarmac sédunois. *«On nous a répondu qu'ils allaient se désengager à partir de 2017 pour une fin des activités en 2020»*, indique Cyrille Fauchère, co-président de l'UDC du Valais romand et municipal chargé des questions de l'aéroport à la ville de Sion. Les élus fédéraux valaisans qui participaient à cette séance ont, selon nos informations, beaucoup insisté sur le fait que cela ne laisse pas assez de temps au Valais pour se retourner et se réorganiser. Pour préparer ces phases de retrait de l'armée, un groupe de travail a été mis sur pied pour préparer la fin de l'aérodrome et la transition, il réunit des représentants du canton, de la Ville de Sion et de la Confédération. *«Ueli Maurer a promis de regarder ce qu'il peut faire pour les apprentis»*, annonce Yannick Buttet. Lundi, l'armée a clairement exprimé son intention de ne plus investir dans des infrastructures qu'elle n'utilisera bientôt plus.

Terrains à vendre

La grande question maintenant est de savoir ce que va devenir toute cette vaste partie démilitarisée de l'aéroport, puisque l'armée possède les deux tiers de la surface de l'aéroport, soit 650 000m². L'armée a très vite parlé de vente de ses terrains, sans articuler de prix, lors de cette réunion qui a duré une heure. L'armée devrait faire une offre à l'Etat du Valais dans les meilleurs délais. Outre les inconnues du calendrier définitif et du prix de vente des terrains militaires, une autre question se pose. Avec l'école de police militaire, une partie de l'infrastructure serait utilisée par l'armée. *«Reste à savoir laquelle, car la base aérienne occupe aussi bien des terrains à gauche qu'à droite de la route cantonale. La partie au sud sera peut-être utilisée, mais pas les hangars au nord»*, indique Cyrille Fauchère.

Autres conséquences

Le département d'Ueli Maurer est aussi en train d'analyser d'autres éléments qui auront également un impact sur le Valais. Selon Yannick Buttet, le maintien de la formation de la police militaire à Savatan n'est pas garanti; elle pourrait être déplacée à Moudon. Concernant la Patrouille des glaciers, l'édition 2016 est, par contre, garantie. Et après? *«On nous a fait comprendre que si l'on reste à une armée à 100 000 hommes, la Patrouille pourrait être maintenue, mais pas si une réduction des effectifs est décidée.»*

RÉACTIONS À CHAUD

«Je ne ferai aucune déclaration tant qu'il n'y a pas d'annonce officielle de la part des forces aériennes.»

Joint hier soir, le président de la Ville de Sion, Marcel Maurer ne souhaitait pas commenter la décision. «Je ne ferai aucune déclaration tant qu'il n'y a pas d'annonce officielle de la part des forces aériennes», L'élu reconnaît par contre qu'il a pu, lors de cette rencontre, donner son point de vue sur l'avenir de l'aéroport. «Pour la première fois, j'ai pu expliquer à Ueli Maurer les soucis de la Municipalité sur ce dossier. Je me suis battu, et pour le maintien des places d'apprentissage, et pour que la base reste un aéroport de dégagement.» _FDR

MARCEL MAURER PRÉSIDENT PLR DE SION

«Je ne commente pas une décision politique.»

Contacté par téléphone, le porte-parole des Forces Aériennes, Laurent Savary, déclare ne pas pouvoir se prononcer sur l'annonce de la nouvelle apparue dans les médias. «Je n'étais pas présent à cette séance entre Ueli Maurer et la délégation valaisanne. Par conséquent il ne m'appartient pas de commenter une décision politique qui relève du département fédéral de la défense», affirme le porte-parole qui avoue n'avoir reçu aucune consigne, de la part de ses supérieurs, de communiquer une telle annonce. _FDR

LAURENT SAVARY PORTE-PAROLE DES FORCES AÉRIENNES SUISSES

«Une décision abrupte et décevante.»

«Je suis bien entendu déçu par cette décision qui est tombée abruptement lors de cette réunion à laquelle je participais à Berne. On nous a dit qu'au vu des résultats de la dernière votation, il n'y aurait plus que 32 avions de combat et qu'il n'y avait pas de raison de maintenir quatre pistes. J'ai compris que c'était la fin. Si nous avons accès à ces infrastructures à un prix abordable, que ce soit par l'achat ou la location, la collectivité pourra contribuer à l'essor civil de l'aéroport. Dans le cas contraire, il faudra peut-être réduire ses capacités.» _GB

CYRILLE FAUCHÈRE MUNICIPAL UDC EN CHARGE DE L'AÉROPORT

«Les autorités cantonales ont manqué de proactivité.»

Le président de l'ARAS, Jean-Paul Schroeter, se dit mécontent à l'annonce de la fermeture de la base aérienne. «Notre association a proposé maintes solutions qui n'ont jamais été entendues ». Pour Jean-Paul Schroeter, les autorités cantonales ont manqué de proactivité dans ce dossier. «Il aurait fallu réagir bien avant au lieu d'être pendu aux lèvres d'Ueli Maurer.» L'homme préconise désormais la mise en place immédiate d'un groupe de travail pour «que l'aéroport serve de support économique et touristique au canton tout entier». _FDR

JEAN-PAUL SCHROETER PRÉSIDENT DE L'ARAS